



**PRÉFET  
DES YVELINES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France

**Unité départementale des Yvelines**

**ARRÊTÉ PREFECTORAL**

**imposant des prescriptions complémentaires à la société CRISTAL ECO VALO  
pour les installations qu'elle exploite sur les communes de  
CARRIERES-SUR-SEINE (78420) et de CHATOU (78400) 2 rue de l'Union**

**LE PRÉFET DES YVELINES**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Commandeur de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement ;

**VU** le décret du 4 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques BROT en qualité de Préfet des Yvelines ;

**VU** l'arrêté 78-2022-07-19-00003 du 19 juillet 2022 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**VU** la décision n°DRIEAT-IDF-2023-0063 du 17 janvier 2023 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

**VU** l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

**VU** l'arrêté préfectoral du 27 juin 2011, modifié par les arrêtés préfectoraux du 24 octobre 2011 et 28 novembre 2013 encadrant les conditions d'exploitation de l'usine d'incinération d'ordures ménagères située 2 rue de l'Union sur les communes de Carrières-sur-Seine et de Chatou et exploitée par NOVERGIE ILE DE FRANCE ;

**VU** l'arrêté municipal N°2020-320 portant autorisation de déversement des eaux autres que domestiques au réseau communal d'eaux usées ;

**VU** les courriers en date des 11 mai et 10 novembre 2020 par lesquels la société CRISTAL ECO VALO a transmis des porters à connaissance (PAC) relatifs aux installations qu'elle exploite sur les communes de Carrières-sur-Seine et de Chatou – 2 rue de l'Union ;

**VU** le courriel en date du 21 juillet 2022 par lequel la société CRISTAL ECO VALO transmet un nouveau PAC relatif aux installations qu'elle exploite sur les communes de Carrières-sur-Seine et de Chatou – 2 rue de l'Union ;

**VU** le courrier de demande de changement de dénomination sociale (NOVERGIE pour CRISTAL ECO VALO) en date du 2 février 2023, ne constituant pas un changement d'exploitant au titre des articles R.516-1 et R.512-68 du Code de l'environnement ;

**VU** l'extrait d'immatriculation principale au registre du commerce et des sociétés en date du 22 novembre 2023 pour la société CRISTAL ECO VALO ;

**VU** le rapport et les propositions en date du 12 janvier 2023 de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires porté le 18 janvier 2023 à la connaissance du demandeur via l'application GUN Env ;

**VU** les observations formulées par l'exploitant le 2 février 2023 via l'application GUN Env ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'acter le changement de dénomination sociale de l'exploitant, passant de NOVERGIE à CRISTAL ECO VALO ;

**CONSIDÉRANT** que les valeurs limites d'émissions des eaux industrielles autorisées par l'arrêté municipal N°2020-320 sont plus restrictives que celles autorisées à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux de création d'un bassin enterré pour l'écêtement des eaux pluviales sur le site de CRISTAL ECO VALO n'engendrent pas de modification des volumes autorisés aux rubriques n° 2771, 2715, 1172-3 et 1412-2-b ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de déversement des eaux de process pour un volume maximal annuel de 6 000 m<sup>3</sup> au réseau communal d'eaux usées de la commune de Montesson n'engendre pas de modification des volumes autorisés aux rubriques n° 2771, 2715, 1172-3 et 1412-2-b ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'accueil des eaux de purges de la société ECO CHALEUR dans les bassins d'eaux industrielles de la société CRISTAL ECO VALO pour un volume maximal de 20 m<sup>3</sup>/j n'engendre pas de modification des volumes autorisés aux rubriques n° 2771, 2715, 1172-3 et 1412-2-b ;

**CONSIDÉRANT** que les projets de création d'un bassin enterré pour l'écêtement des eaux pluviales, de déversement des eaux de process au réseau communal d'eaux usées de la

commune de Montesson et d'accueil des eaux de purges de la société ECO CHALEUR dans les bassins d'eaux industrielles de la société CRISTAL ECO VALO sont considérés comme des modifications notables mais non substantielles ne nécessitant pas la délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1er – AUTORISATION**

La société CRISTAL ECO VALO Île-de-France dont le siège social se trouve 16 Place de l'Iris 92400 Courbevoie est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation, sur les communes de Carrières-sur-Seine et de Chatou, des installations visées par l'article 1.3 du présent arrêté, dans son établissement sis 2, Rue de l'Union.

### **ARTICLE 2**

Les dispositions de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 juin 2011 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les effluents liquides des installations sont constitués :

- des eaux vannes,
- des eaux pluviales des bâtiments abritant les dispositifs de traitement des fumées, de la zone de stockage des mâchefers, de la zone de stockage des résidus d'épuration des fumées d'incinération des ordures ménagères (REFIOM), de la zone de transit du verre, de la zone d'entrée des halls de déchargement des ordures ménagères,
- les eaux pluviales issues des zones non mentionnées à l'alinéa précédent (eaux pluviales dites faiblement polluées),
- les eaux industrielles issues du traitement des mâchefers.

Les effluents liquides des installations externes à l'installation exploitée par CRISTAL ECO VALO sont constitués :

- des eaux de purge de l'usine CRISTAL ECO CHALEUR voisine rejetées vers le bassin de rétention de Cristal dans la limite de 20 m<sup>3</sup>/j ;
- des eaux pluviales provenant des toitures de l'usine CRISTAL ECO CHALEUR voisine qui, après passage dans un séparateur, sont rejetées dans le réseau commun du site de CRISTAL ECO VALO. »

Il n'y a aucune station de lavage des engins sur le site.

### **ARTICLE 3**

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 juin 2011 relatif au réseau de collecte sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les réseaux de collecte des effluents visés à l'article précédent sont de type séparatif et doivent être équipés d'un système permettant de les isoler du milieu récepteur.

Ils sont conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

Par les réseaux de collecte de l'établissement, ne sont autorisés à transiter, en plus des eaux de l'établissement, que les eaux de purge et les eaux pluviales de toitures non polluées issues de l'usine CRISTAL ECO CHALEUR. »

#### ARTICLE 4

Est ajouté un article 3.2.9 à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 juin 2011 ainsi rédigé :

#### « ARTICLE 3.2.9 : BASSINS DE GESTION DES EAUX PRODUITES

Le site est équipé de 4 bassins de récupération et de gestion des eaux. La gestion et le volume des bassins sont les suivants :

Volume du bassin	Nature des eaux collectées	Milieu de rejet des eaux
207 m <sup>3</sup> (bassin aérien)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Purges des eaux de process de l'usine et de la chaufferie voisine ECO-CHALEUR ;</li><li>• eaux de toitures non polluées de l'usine ECO CHALEUR ;</li><li>• eaux de refroidissement des extracteurs mâchefers ;</li><li>• eaux pluviales potentiellement polluées de l'usine (eaux de ruissellement de voiries) ;</li></ul>	Pas de rejets.
207 m <sup>3</sup> (bassin aérien)		Les eaux sont traitées dans le process de refroidissement des mâchefers et injectées dans les fours d'incinération
52 m <sup>3</sup> (bassin aérien)		
410 m <sup>3</sup> (bassin enterré)	Eaux pluviales non polluées de l'usine	Réseau d'eau pluviale de la commune de Montesson

#### ARTICLE 5

Les dispositions de l'article 3.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 juin 2011 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les eaux industrielles et les eaux pluviales visées à l'alinéa 2 de l'article 3.2.1 du présent arrêté sont dirigées vers deux bassins de décantation et sont recyclées dans le processus d'incinération.

Le rejet des eaux osmosées vers le réseau communal d'eaux usées de la commune de Montesson fait l'objet d'une autorisation de la commune, dont les termes sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les pompes de relevage des eaux pluviales polluées (ruisselant sur l'aire de tri/transit de verre, les zones d'entrée des halls de déchargement,...) et des eaux industrielles font l'objet d'un suivi et d'une maintenance consignés sur un registre maintenu à jour, et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Les anomalies, les pannes, les révisions et les opérations d'étalonnage sont, entre autres, notées dans ce registre. »

## **ARTICLE 6**

Est ajouté un article 3.3.5 à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 juin 2011 ainsi rédigé :

### **ARTICLE 3.3.5 – AMÉNAGEMENT DU POINT DE REJET DES ÉLUATS DU PROCESS DE PRODUCTION D'EAU DÉMINÉRALISÉES**

Les éluats du process de production d'eau déminéralisée sont rejetés dans les bassins aériens mentionnés à l'article 3.2.9 avant déversement au réseau communal de l'avenue Paul Doumer 78360 Montesson.

L'eau osmosée peut être directement rejetée au réseau communal d'eaux usées, sous réserve de l'accord du gestionnaire de ce réseau et dans le respect de la convention de rejet convenue avec celui-ci.

## **ARTICLE 7**

Est ajouté un article 3.3.6 à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 juin 2011 ainsi rédigé :

### **« ARTICLE 3.3.6 – EAUX EXTERNES AUX INSTALLATIONS**

Le réseau des eaux pluviales du site reçoit les eaux pluviales des installations de combustion voisines CRISTAL ECO CHALEUR et destinées au fonctionnement du réseau de chaleur approvisionné par l'usine CRISTAL.

Les eaux industrielles générées par les activités du site reçoivent les eaux de purges des installations de combustion voisines CRISTAL ECO CHALEUR et destinées au fonctionnement du réseau de chaleur approvisionné par l'usine CRISTAL.

Les effluents reçus sur le site depuis le site voisin des installations de combustion destinés au fonctionnement du réseau de chaleur approvisionné par l'usine CRISTAL font l'objet d'une convention entre les deux sociétés exploitant les deux sites. Un point de mesure présent sur un des deux sites permet le cas échéant de mesurer les concentrations en polluant de ces effluents distingués suivant leur provenance d'origine.

## ARTICLE 8

Les dispositions de l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 juin 2011 sont remplacées par les dispositions suivantes :

### « ARTICLE 3.5 – CONDITIONS PARTICULIÈRES DE REJET

#### ARTICLE 3.5.1 – EAUX PLUVIALES

Les rejets des eaux pluviales dites faiblement polluées respectent les conditions suivantes :

Caractéristiques	Point de rejet
Coordonnées PK (ou autre repérage cartographique)	Limite ouest du site
Nature des effluents	Eaux pluviales faiblement polluées
Débit maximal horaire	150m <sup>3</sup> /h (estimé)
Exutoire du rejet	réseau d'assainissement unitaire de la commune de Montesson
Traitement avant rejet	débourbeurs / séparateurs
Milieu récepteur	Seine
Conditions particulières	Autorisation de raccordement au réseau d'assainissement conformément aux dispositions de l'article L1331-10 du Code de la santé publique.

#### ARTICLE 3.5.2 – EAUX OSMOSEES

les eaux osmosées correspondant aux éluats de process de production respectent les conditions suivantes :

Caractéristiques	Point de rejet
Coordonnées PK (ou autre repérage cartographique)	Raccordement au réseau privatif d'eaux usées côté Est de l'établissement à proximité du local osmose
Nature des effluents	Éluats de process de production
Débit maximal	70 m <sup>3</sup> /j (estimé)
Exutoire du rejet	réseau d'assainissement unitaire de la commune de Montesson
Traitement avant rejet	Régulation de pH
Milieu récepteur	Station d'épuration de la commune de Montesson

Conditions particulières	Arrêté municipal n°2020-320 portant autorisation de déversement des eaux autres que domestiques au réseau communal d'eaux usées
--------------------------	---

L'exploitant est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets et de l'entretien de ses installations de traitement.

Les données d'auto surveillance sont à transmettre à la commune de Montesson.

Un cahier d'exploitation est tenu à jour pour chaque ouvrage. Chaque intervention ou vérification y sont consignées. Les bordereaux de suivi des déchets sont conservés. Ce cahier est tenu à la disposition de la commune de Montesson et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit annuellement un bilan de ses consommations d'eau prélevée sur le réseau public et de ses rejets dans le réseau d'assainissement communal.

## ARTICLE 9

Les dispositions de l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 juin 2011 sont remplacées par les dispositions suivantes :

### « Article 3.6.1 Qualité des effluents rejetés

Les effluents liquides d'eaux pluviales rejetés au point de rejet respectent les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- Température inférieure à 30°C
- pH compris entre 6,5 et 8,5

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale
MES	1305	30 mg/l
Carbone organique total (COT)	1841	40 mg/l
DCO	1314	100 mg/l
Mercure et ses composés exprimés en mercure (Hg)	1387	0,03 mg/l
Cadmium et ses composés exprimés en cadmium (Cd)	1388	0,05 mg/l
Thallium et ses composés exprimés en thallium (Tl)	2555	0,05 mg/l
Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As)	1369	0,1 mg/l
Plomb et ses composés, exprimés en plomb (Pb)	1382	0,2 mg/l
Chrome et ses composés exprimés en chrome (Cr)	1389	0,5 mg/l

Chrome 6	1371	0,1 mg/l
Cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu)	1392	0,5 mg/l
Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni)	1386	0,5 mg/l
Zinc et ses composés, exprimés en zinc (Zn)	1383	1,5 mg/l
Chlorures	1337	15 mg/l
Fluorures	7073	15 mg/l
CN libres	1084	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	7154	2 mg/l
AOX	1106	5 mg/l
Dioxines et furannes	7707	0,3 ng/l

## ARTICLE 10

Est ajouté à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 juin 2011, l'article 3.6.2 ainsi rédigé :

### « ARTICLE 3.6.2- QUALITÉ DES REJETS D'EAU DEMINERALISEE

Les effluents liquides des eaux osmosées issus du process de production d'eau déminéralisée rejetés au point de rejet renseigné à l'article 3.5.2 du présent arrêté respectent les caractéristiques et valeurs limites suivantes :

- est interdit tout déversement de composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés halogénés.
- est interdit tout déversement de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs, de saveurs ou de colorations anormale dans les eaux naturelles lorsqu'elles sont utilisées en vue de l'alimentation.
- l'effluent ne contient aucun produit susceptible de dégager en égout, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.
- l'effluent est débarrassé de matières flottantes, déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.
- l'effluent ne renferme pas de substances capables d'entraîner la destruction de la vie bactérienne des stations d'épuration et/ou la destruction de la vie aquatique sous toutes ses formes en aval des points de déversement des collecteurs publics dans les fleuves, cours, d'eau ou canaux,
- L'effluent présente un équitox conforme à la norme AFNOR 90.301.

Les effluents liquides des eaux industrielles rejetées au point de rejet respectent les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

Paramètre	Valeur maximale
Volume des effluents industriels	$\leq 6\,000\text{ m}^3/\text{an}$
pH de rejet	$5,5 \leq \text{pH} \leq 8,5$
pH de rejet à l'aide de chaux	$5,5 \leq \text{pH} \leq 9,5$
Température	$\leq 30\text{ }^{\circ}\text{C}$
MEST	500 mg/l
DBO5	500 mg/l
DCO	2 000 mg/l
Azote global (exprimé en N)	150 mg/l
Phosphore total (exprimé en P)	50 mg/l

## ARTICLE 11

Est ajouté à l'article 3.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 juin 2011, les articles 3.7.1 et 3.7.2 ainsi rédigés :

### « ARTICLE 3.7.1 - SUIVI DES CONCENTRATIONS DE POLLUANTS CONTENUS DANS LES REJETS D'EAUX PLUVIALES

La qualité des effluents d'eaux pluviales rejetés au point de rejet visé à l'article 3.5.1 du présent arrêté est contrôlée selon les fréquences indiquées ci-après :

Paramètre	Fréquence
MES	Contrôle semestriel
Carbone organique total (COT)	
DCO	
Hydrocarbures totaux	
Mercure et ses composés exprimés en mercure (Hg)	Contrôle annuel
Cadmium et ses composés exprimés en cadmium (Cd)	
Thallium et ses composés exprimés en thallium (Tl)	
Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As)	
Plomb et ses composés, exprimés en plomb (Pb)	
Chrome et ses composés exprimés en chrome (Cr)	

Chrome 6	
Cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu)	
Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni)	
Zinc et ses composés, exprimés en zinc (Zn)	
Chlorure	
Fluorures	
CN libres	
AOX	
Dioxines et furannes	

Les contrôles sont réalisés sur un échantillon prélevé ponctuellement, représentatif d'un événement pluvieux (ou d'un rejet d'eaux) significatif, par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'Environnement.

Les prélèvements s'ils peuvent être effectués en continu, sont effectués sur une durée de 24 h, et sont proportionnels au débit

#### ARTICLE 3.7.2 - SUIVI DES CONCENTRATIONS DE POLLUANTS CONTENUS DANS LES REJETS D'EAUX OSMOSÉES

La qualité des effluents d'eaux osmosées rejetés au point de rejet visé à l'article 3.5.2 du présent arrêté est contrôlée selon les fréquences indiquées ci-après :

Paramètre	Fréquence
Débit des effluents industriels	Contrôle quotidien
pH	
Température	
MEST	Contrôle semestriel
DBO5	
DCO	
Azote global (exprimé en N)	Contrôle annuel
Phosphore total (exprimé en P)	

Les résultats des analyses sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les analyses des paramètres dont la fréquence des contrôles est semestriel et annuel sont réalisés sur un échantillon prélevé ponctuellement, représentatif d'un événement pluvieux (ou d'un rejet d'eaux) significatif, par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement.

Les prélèvements s'ils peuvent être effectués en continu, sont effectués sur une durée de 24 h, et sont proportionnels au débit. »

## **ARTICLE 12 :**

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Carrières-sur-Seine et de Chatou où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché en mairies de Carrières-sur-Seine et de Chatou pendant une durée minimum d'un mois. Les maires dresseront un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines.

## **TITRE 1 ARTICLE 13 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>): :

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans le délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.


Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **ARTICLE 14 :**

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, les maires de Carrières-sur-Seine et de Chatou, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 06 avril 2023

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice,  
Pour la Directrice et par subdélégation,  
La chef de l'unité départementale,



Delphine DUBOIS